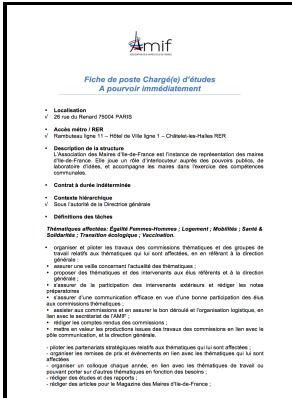


Recherches sur les rapports des associations avec les pouvoirs publics.

Librairie générale de droit et de jurisprudence - Les ressources financières et l'accompagnement des pouvoirs publics



Description: -

- Associations, institutions, etc. -- Law and legislation -- France
Recherches sur les rapports des associations avec les pouvoirs publics.

-
vyp. 4.
Molekuliarnaia biologii;
vyp. 4
Respublikanskii mezhdedomstvennyi sbornik. Seriya Molekuliarnaia biologii;
t. 99

Bibliothèque de droit public, Recherches sur les rapports des associations avec les pouvoirs publics.

Notes: Bibliography: p. [351]-357.

This edition was published in 1970



Filesize: 52.310 MB

Tags: #Les #associations #de #consommateurs #et #les #pouvoirs #publics

Relation avec les pouvoirs publics

En décembre 79, la revue Économie et Consommation établissait un bilan des cinq années d'action civile des associations de consommateurs.

L'AP

Elles existent, font vivre la ville, contribuent sans doute au mieux vivre ensemble, mais les pouvoirs publics ne cherchent pas spécifiquement à établir des relations avec elles. Bien entendu, les unions de consommateurs n'ont pas, et ne peuvent avoir, les moyens des syndicats : d'une part parce que les consommateurs sont beaucoup plus dispersés, et surtout beaucoup plus divers dans leurs revendications que les salariés, ensuite parce que l'adversaire est lui-même beaucoup plus dispersé et divers.

Associations et pouvoirs publics locaux : le paradoxe du pouvoir et de la liberté

Parce que si, dans la situation actuelle, les unions de consommateurs existantes ne peuvent pas le desservir, il redoute pour le futur la multiplication de ces associations, et de leurs activités, qu'il ne peut contrôler.

Associations et pouvoirs publics locaux : le paradoxe du pouvoir et de la liberté

Des pratiques mettant en danger la santé ou la sécurité des consommateurs ont été portées à la connaissance du public : l'usage de l'amiante, les fruits traités au diphényl, l'élevage des animaux aux hormones, les dangers des colorants, etc.

Notice bibliographique Recherches sur les rapports des associations avec les pouvoirs publics... par Jean

Par contre, reposant sur la mobilisation des adhérents, le type et le nombre de partenaires et les actions menées, leur place dans la configuration est marquée par un important travail en réseau et une forte intégration locale. Entre intégration et contestation Dans le champ socioculturel, en

particulier, des pratiques éducatives multiples se confrontent.

Circulaire relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations

Cette circulaire ne tient pas compte de la spécificité de ces acteurs dans la mesure où elle considère que « le caractère social de l'activité n'est pas en soi suffisant pour faire exception à la qualification d'activité économique au sens des aides d'État » ; que « le fait qu'une entité susceptible de bénéficier du concours public ne poursuive pas un but lucratif, ne signifie pas que les activités qu'elle exerce ne sont pas de nature économique ». L'autre terrain d'action privilégié des associations de consommateurs est la lutte sur le terrain juridique pour imposer aux producteurs et aux distributeurs le respect des lois existantes ou pour tenter d'imposer de nouvelles normes plus favorables aux consommateurs. Il était mentionné qu'en 1978, par exemple, 350 affaires avaient ainsi été soulevées.

Relations entre les pouvoirs publics et les associations

Au cours des deux dernières décennies, le développement des associations locales, souvent encouragé par les collectivités territoriales et les pouvoirs publics au nom de la décentralisation et de la démocratie participative, a entraîné une recomposition difficilement appréciable du tissu associatif français. . Et il est vrai que la multiplication des associations de consommateurs peut gêner toutes sortes de puissances, à bien des niveaux.

Rapports d'information sur le thème : Pouvoirs publics et Constitution

On notera que ce dernier texte exonère des règles de l'Union européenne relatives aux aides d'État les aides d'un montant maximum de 500 000 euros par entreprise accordées sur une période de trois ans en compensation de la prestation de services d'intérêt économique général. Mais les associations peuvent contribuer, elles aussi, bon gré, mal gré, au renforcement de ce déséquilibre. En France, ce mouvement est actuellement moins développé qu'aux USA et dans bon nombre de pays d'Europe comme la Suède, l'Angleterre ou l'Allemagne semble-t-il.

Related Books

- [Industrys contribution to school management training - a matter of mutual interest](#)
- [In the presence of women - representation in Canadian governments](#)
- [Puolan kielen oppikirja](#)
- [Critical examination of such of the clauses of the act of 6th of George I, as relate to unlawful and](#)
- [Er shi shi ji Mao Dun yan jiu shi](#)